

Appel à communication

Parentalités LGBTI+ : faire famille depuis les marges

5 & 6 novembre 2026 au Centre des Colloques du Campus Condorcet

Le réseau thématique RT28 « Recherches en sciences sociales sur la sexualité » et le RT33 « Sociologie de la famille et de la vie privée » organisent deux journées d'étude consacrées aux parentalités LGBTI+, qui se tiendront les 5 et 6 novembre 2026 au Centre des colloques du Campus Condorcet.

En France, les études sur les homoparentalités et, dans une moindre mesure, les transparentalités, se sont développées dans un contexte de transformations familiales et d'évolutions juridiques majeures. Étudier ces familles aujourd'hui implique de se pencher sur des expériences très différentes selon la date de naissance du ou des enfants. Ces journées d'études visent à dresser un état des lieux des vécus familiaux des minorités de genre et de sexualité, dans l'optique d'en saisir la diversité.

La littérature sur ces familles s'inscrit dans un mouvement de débiologisation de la parenté (Gross 2006), en considérant les liens parentaux selon trois dimensions proposées par Martine Gross : biologique, juridique et sociale. Une partie des recherches portant sur les familles LGBTI+ se sont jusqu'à présent concentrées sur les dimensions juridiques (filiation, reconnaissance légale, droits procréatifs) et médicales (parcours de procréation médicalement assistée [PMA], conservation des gamètes) de l'accès à la parentalité (Gross, 2005 ; Rault, 2009 ; Roca i Escoda, 2010 ; Hérault, 2015a ; Prauthois, 2022 ; Frémont & Prauthois, 2022 ; Prauthois, 2025 ; Carayon, 2021 ; Meslay, 2021 ; Mesnil et Brunet, 2024 ; Mesnil *et al.*, 2025). Il est alors surtout question de ce qui permet, restreint ou empêche les parentalités LGBTI+. D'autres travaux se sont intéressés au quotidien de ces familles et aux enjeux spécifiques auxquelles elles sont confrontées dans leurs rapports aux institutions, à leur entourage, ou encore à leurs enfants (Gross, 2005, 2011 ; Descoutures, 2010 ; Courduriès & Fine, 2014 ; Gross & Courduriès, 2014, 2015 ; Hérault, 2015b ; Stambolis-Ruhstorfer & Gross, 2021 ; Frémont & Prauthois, 2022 ; Meslay, 2021).

L'évolution des droits reproductifs accessibles aux personnes LGBTI+ invite à interroger ce qui a changé dans la construction et le quotidien de ces familles. Ces journées d'études proposent de mieux saisir ce qui se joue, dans le temps long, pour ces parentalités minoritaires. Leur relative ancienneté suggère d'étudier les trajectoires parentales et les relations intergénérationnelles, en adoptant la perspective de leurs enfants. Elles offrent ainsi l'occasion d'élargir les connaissances sur ces configurations, de la définition de leur projet jusqu'aux liens familiaux entretenus avec les enfants une fois l'adolescence voire l'âge adulte atteints. Plus largement, il s'agit de montrer comment les normes familiales peuvent être éclairées depuis les marges, au croisement de rapports sociaux. L'imbrication des effets de classe et de race peut conduire à une hiérarchisation des parentalités LGBTI+ (Moore, 2025), une dimension encore peu interrogée.

Pour y répondre, trois axes principaux de réflexion sont privilégiés : (1) le vécu intime de ces familles dans l'organisation du foyer, les tâches de *care* à destination des enfants et les pratiques éducatives ; (2) la manière dont elles négocient leur place dans un monde cis-centré et hétéronormé ; et (3) la politisation que ces familles peuvent faire de leur vie familiale. Les communications permettant des comparaisons internationales, soulevant des questionnements connexes ou s'inscrivant de façon élargie dans la thématique de l'appel sont également les bienvenues.

Axe 1 : Le vécu intime des familles LGBTI+

Ce premier axe explore le vécu intime des familles LGBTI+, depuis la construction du projet parental jusqu'à l'organisation des tâches éducatives et domestiques. Les travaux d'Emmanuel Gratton (2008), Flavio Luis Tarnovski (2012) et Virginie Descoutures (2010) sur les pères gays et les mères lesbiennes, publiés avant la légalisation du mariage pour tous et la dernière révision de la loi de bioéthique ouvrant la PMA aux couples de femmes, pointent l'importance du travail réflexif entourant l'émergence du désir d'enfant des couples de même sexe. Les représentations de la parentalité étant étroitement liées à l'image maternelle, ce travail d'introspection semble d'autant plus marqué pour les pères gays (Gratton, 2008 ; Tarnovski, 2012). Pour ces derniers, la difficulté à dépasser l'illégitimité sociale du désir d'enfant explique un âge moyen au premier enfant plus souvent tardif ainsi que des parentalités socialement situées, davantage accessibles aux catégories socioprofessionnelles supérieures (Gratton, 2008 ; Gross *et al.*, 2014). L'évolution du cadre légal d'accès à l'homoparentalité invite aujourd'hui à actualiser ces analyses. Comment ces parents construisent-ils leur « projet parental » (Tarnovski, 2012), alors qu'ils ne disposent toujours pas exactement des mêmes « droits d'accès à la famille » (Roux & Vozari, 2020) ? Si l'adoption est ouverte aux couples de même sexe depuis 2013 et la PMA aux couples de femmes depuis 2021, la gestation pour autrui (GPA) demeure interdite en France.

Par ailleurs, les expériences vécues par les parents trans (Hérault, 2014) et intersexes restent encore très peu étudiées. Laurence Hérault montre des dynamiques similaires à celles qui touchent le désir d'enfants des personnes cisgenres homosexuelles. S'engager dans un projet de famille en contexte transparental implique un fort degré de réflexivité et, de surcroît, d'importants rappels à l'ordre de l'entourage et des institutions (2015b). Du fait de trajectoires biographiques marquées par "l'empreinte du genre" (Beaubatie, 2017), Alain Giami (2014) montre que les personnes transféminines procréent plus souvent que les personnes transmasculines, souvent avant la transition. Qu'en est-il aujourd'hui, alors qu'il n'est plus nécessaire de passer par des opérations stérilisantes pour obtenir un changement de mention de sexe à l'état civil, que la procréation médicalement assistée est accessible à une plus grande diversité de familles (bien que les personnes reconnues légalement comme des hommes se voient toujours refuser l'accès à des inséminations), et que la conservation de gamètes pour les personnes trans se développe (Gouilhers *et al.*, 2023) ?

Devenir parent repose sur une réflexion personnelle, mais suppose aussi des moyens matériels et logistiques (revenus, moyens de transports, accès à des services de santé, etc). Une fois le projet parental acté, les personnes LGBTI+ doivent réfléchir aux modalités par

lesquelles iels deviendront parents (Prauthois, 2025). Les conditions socialement valorisées pour avoir un enfant (emploi stable et soutien familial notamment) sont-elles plus difficiles d'accès aux personnes LGBTI+ en raison des discriminations qu'elles rencontrent du fait de leur orientation sexuelle et/ou de leur non-conformité de genre ? Plus encore, ces (futurs) parents mobilisent souvent des ressources relationnelles pour concrétiser leur projet parental : ami·es, famille, associations, professionnel·les de santé, ou encore outils numériques. Sur quelles ressources peuvent-ils s'appuyer dans leurs démarches ? Comment s'organisent-ils concrètement ? Dans quelle mesure leurs parcours font-ils écho à ceux d'autres populations minorisées, telles que les mères seules (Lenouvel & Malmanche, 2025) ou encore les parents en situation de handicap (Bondon, 2020 ; Doé, 2019, 2025) ?

Ces nouvelles manières de faire famille posent aussi la question du coming-out des parents au sein de la cellule familiale et auprès de leurs enfants. Dans quelles circonstances les parents LGBTI+ décident-ils (ou non) de dévoiler à leurs enfants leur identification sexuelle et de genre ? Autrement dit, l'orientation sexuelle, la transidentité ou l'intersexuation des parents font-elles l'objet de discussions particulières avec les enfants ? Si la question du coming out des enfants LGBTI+ envers leurs parents se pose depuis longtemps (D'Amico *et al.*, 2012 ; Van Bergen *et al.*, 2020), comment ces sujets sont-ils discutés quand le coming-out engage, cette fois-ci, les parents envers leurs enfants ? Ces configurations familiales sont l'occasion de questionner la manière dont la sexualité et le genre sont discutés au sein des familles (Amsellem-Mainguy, 2006 ; Mardon, 2009, 2010a ; Diter, 2023). Comment les enfants des familles LGBTI+ s'approprient-ils ces questions ? Comment la sexualité, la transidentité ou l'intersexualité des parents sont-elles intégrées (ou non) dans les pratiques éducatives des familles LGBTI+ ? Dans la lignée des questions portées par Camille Frémont (2018) dans sa thèse, l'éducation donnée aux enfants est-elle moins genrée, tout aussi genrée que chez les familles cishétérosexuelles ?

Enfin, de nombreuses recherches ont montré, à la fois en France et à l'étranger, la prépondérance des inégalités de genre au sein des couples de sexe différent, en particulier lorsque l'on s'intéresse à la répartition du travail domestique. En effet, les femmes en couple hétérosexuel continuent de prendre en charge la majorité des tâches ménagères. Dans d'autres pays, certaines données permettent d'analyser les couples de même sexe et tendent à montrer que ceux-ci auraient une répartition plus égalitaire, notamment dans les couples de femmes (Goldberg, 2012 ; Bauer, 2016). Comment se reconfigurent (ou non) ces inégalités dans les familles LGBTI+ ? Comment se répartissent les tâches domestiques et éducatives au sein du couple et de la famille ? En particulier, existe-t-il des différences dans l'éducation et le soin apporté aux enfants (Stambolis-Ruhstorfer & Martine Gross, 2021) ? Dans cette même perspective, s'il existe une répartition hétéronormative de l'argent dans les couples hétérosexuels (Henchoz, 2008), la question se pose de savoir si la structure d'une famille LGBTI+ est à même de remettre en cause le partage des ressources financières (Bessière & Gollac, 2019). Comment les familles LGBTI+ gèrent-elles leurs dépenses (Gross & Courduriès, 2015) ? Lors d'une rupture, d'un divorce ou d'un deuil, comment le capital économique de la famille est-il réparti ?

Axe 2 : Se situer dans un monde cis-hétéronormé : rapport aux institutions, normes et pratiques de légitimation

Ce second axe invite à analyser la manière dont les familles LGBTI+ se situent, au quotidien, face aux institutions et aux autorités publiques qui encadrent leurs parcours et assurent un contrôle social de la parentalité. Les institutions du système de santé, celles chargées de la prise en charge éducative des jeunes enfants ou encore les institutions scolaires diffusent en effet les normes d'une « bonne » parentalité qui pèsent sur la vie privée des parents et structurent les attentes auxquelles ils doivent répondre au quotidien (Chauffaut & Dauphin, 2012). Quelles sont, par exemple, les formes de pression institutionnelles exercées par les maternités et/ou les hôpitaux dans le suivi de grossesse et plus largement le suivi médical des parents LGBTI+ ? Certaines de ces injonctions peuvent directement peser sur la construction de l'identité parentale. Par exemple, chez les couples de femmes, l'absence de reconnaissance institutionnelle des mères non statutaires est vécue comme une véritable injustice (Descoutures, 2010 ; Frémont & Prauthois, 2022). D'autres travaux mettent en évidence la façon dont l'école diffuse des contenus favorisant l'égalité de genre et des sexualités depuis le mouvement #MeToo (Espinola *et al.*, 2024). À cet égard, quel rapport les familles LGBTI+ entretiennent-elles avec les milieux scolaires et éducatifs (Gross, 2011) ?

Ce contrôle de la vie privée s'étend également au secteur social et médico-social. Les centres de Protection Maternelle et Infantile (PMI), les services de l'Aide sociale à l'enfance (ASE), les centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) ou encore les structures spécialisées dans le handicap interviennent dans l'accompagnement ou l'évaluation des pratiques parentales (Vozari, 2012 ; Cardi, 2015). Contraintes par des normes genrées et hétéronormatives, ces institutions jouent un rôle majeur dans la production et la circulation des normes parentales (Déchaux, 2011). L'axe invite ainsi à étudier la manière dont ces attentes sont adressées aux familles LGBTI+ et comment celles-ci y répondent. Ces familles reproduisent-elles, éventuellement, certaines composantes normatives ou aménagent-elles au contraire des espaces de résistance, de contournement et de réagencement des règles ? Les rapports sociaux (de genre, de classe, de race, d'âge) reconfigurent-ils les possibilités de négociation avec les institutions ? En cas de recomposition familiale et de remise en couple, comment ces familles se recomposent-elles ?

La question de la présentation à l'entourage se pose également (Courduriès & Fine, 2014). Les parents LGBTI+ mettent-ils en place des stratégies de « compensation », par exemple en exposant les enfants à des modèles genrés absents de leur cellule familiale ? Comment ces familles sont-elles perçues, en retour, par les personnes qu'elles fréquentent ? Jusqu'où vont les limites de la *gayfriendliness* (Rault, 2016 ; Tissot, 2018) et de la *transfriendliness* quand elles s'appliquent à des familles composées de parents LGBTI+ ? Les mobilités géographiques jouant un rôle important dans les trajectoires des minorités de genre et de sexualité (Giraud, 2011 ; 2016), en imbrication avec d'autres rapports de domination (Ravier, 2025), l'espace est-il une catégorie d'analyse pertinente pour appréhender les rappels à l'ordre dont leurs familles font l'objet, et les stratégies qu'elles mettent en place pour y répondre ?

Cet axe propose enfin de questionner la frontière entre privé et public : ce que les parents et les enfants considèrent comme relevant de l'intime ou, au contraire, comme devant être rendu visible, publicisé, mis en récit ou partagé. Ces choix de visibilité – participation à des associations de parents, contentieux judiciaires, témoignages médiatiques, exposition de soi sur les réseaux sociaux – sont en effet au cœur des pratiques de légitimation, de politisation ou de discrétion qui traversent les parentalités LGBTI+.

Axe 3 : Politisation, solidarités minoritaires et usage des associations

La promulgation du Pacs (1999), de la loi « mariage pour tous » (2013), puis l'ouverture de la PMA aux couples de femmes (2021) ont participé, sur le temps long, à l'accélération de la reconnaissance et de l'acceptation sociale des minorités de genre et de sexualité et de leurs familles. D'après l'enquête Contexte de la Sexualité en France (Inserm-ANRS-MIE), l'acceptation sociale de l'homosexualité progresse : en 2023, 69,6 % des femmes de 18 à 89 ans et 56,2 % des hommes du même âge pensent que l'homosexualité est une sexualité comme une autre. Il en va de même pour les opinions sur la transidentité, bien qu'elles restent moins favorables que celles sur l'homosexualité.

Par contraste, les mobilisations qui ont accompagné ces changements législatifs ont parallèlement contribué à structurer un front conservateur (Tartakowsky, 2014 ; Portier & Béraud, 2015 ; Raison du Cleuziou 2019) dont le spectre militant, inscrit dans les réseaux élargis du catholicisme s'est enrichi (Raison du Cleuziou, 2014 ; Avanza & Della Sudda, 2017 ; Balas & Tricou, 2019 ; Della Sudda, 2022), intégrant des circulations internationales (Paternotte & Kuhar, 2017 ; Garbagnoli & Prearo, 2017 ; Chelini-Pont, 2022). Ses offensives se renouvellent et s'élargissent aujourd'hui à d'autres questions, en particulier autour de la transidentité, présentée comme une minorité dangereuse, notamment pour les enfants (Alessandrin, 2025). Ce phénomène de *backlash* se traduit par un durcissement des opinions et attitudes d'hostilités envers les minorités sexuelles et de genre (SOS homophobie, 2025). Il s'articule également avec une instrumentalisation des enjeux LGBTI+ au profit de rhétoriques identitaires et xénophobes (Puar, 2013 ; Noukhkhaly, 2024).

Dans ce contexte, il s'agit ainsi d'interroger la manière dont les familles LGBTI+ se mobilisent – ou non – face aux attaques et aux remises en cause de leurs droits. Ces parentalités sont-elles vécues comme politiques par les personnes qui y prennent part (Cardi *et al.*, 2016 ; Frémont, 2018 ; Tissot, 2018) ? Les enfants de ces familles sont-ils/elles plus engagés pour les droits LGBTI+ que ceux des familles cishétérosexuelles ? L'arrivée d'un enfant est-elle motrice de politisation ou de socialisation politique pour les parents, et pour leur entourage ? De façon générale, les propositions de communications qui s'intéressent aux formes de politisation, de militantisme, et de stratégies de « visibilité » (Descoutures, *op. cit.*, p. 130) dans les familles LGBTI+ sont les bienvenues.

Les communicant·es sont aussi invité·es à analyser les solidarités minoritaires qui se tissent à travers les associations et collectifs militants ainsi que les usages, parfois ordinaires, qui en sont fait. Si ces espaces hébergent évidemment des formes explicites d'engagement militant, ils peuvent aussi être investis de manière dépolitisée, parce qu'ils fournissent avant

tout un soutien émotionnel, des outils et des ressources pratiques afin d'interagir avec les institutions. Ces engagements différenciés entraînent-ils des tensions entre logiques de service, de militantisme et de professionnalisation ?

L'axe est enfin ouvert à des communications portant autant sur des organisations établies que sur des formes plus diffuses de solidarité, construites par l'intermédiaire de réseaux informels. À l'exemple du soutien relationnel construit par les femmes qui connaissent des trajectoires de maternité solitaire (Malmanche et Lenouvel, 2025), les familles LGBTI+ veillent-elles, par exemple, à s'entourer de personnes extérieures à la seule famille nucléaire (Chbat *et al.*, 2023), en mesure de contribuer au partage de la responsabilité éducative ? Comment la cishétéronormativité influence-t-elle les solidarités amicales et familiales ? Si l'obligation alimentaire doit s'appliquer à toute famille n'ayant pas rompu officiellement les liens, les parents LGBTI+ âgé·es bénéficient-ils, en pratique, d'autant de soutien de la part de leurs descendant·es que les parents cishétérosexuels ?

Axe transversal : Enquêter sur la famille

De manière plus transversale, les propositions discutant de la relation d'enquête et des enjeux méthodologiques liés à l'étude des parentalités LGBTI+ sont encouragées. Étudier l'ordinaire de la vie familiale et leur vécu intime ouvre la voie à des dispositifs d'enquête originaux, tout en soulevant des questions éthiques (voir JE [Secrets de famille](#) du REPPaMa). Ethnographier la famille, le couple et les milieux de forte interconnaissance, soulève des questions de confidentialité (Béliard & Eideliman, 2008 ; Camara, 2025). De plus, les études sur les minorités se heurtent à l'enjeu de la surétude (Chossière *et al.*, 2021). Il est d'autant plus crucial à prendre en compte lorsque les recherches portent sur des thématiques qui peuvent représenter une charge émotionnelle importante pour les personnes concernées.

Ces enquêtes impliquent aussi des choix sur le terrain : format des entretiens (conjoint·es ensemble ou séparément, à domicile ou à l'extérieur), non-concordance entre les récits (Court, 2019 ; Béliard *et al.*, 2024), effet de la présence d'un tiers (Régnier-Loilier, 2007), ou difficulté à parler de l'intime (Schlagdenhauffen, 2014 ; Vörös, 2014). La participation des enfants peut par ailleurs enrichir l'analyse des familles (Court, 2019). Enfin, le recours à d'autres méthodes, comme les monographies de famille (Camara, 2025), les archives (Lagrange, 2023 [2021]), les photographies, ou encore les journaux de bord (Bonté, 2021) permettent d'en saisir le quotidien.

Modalités de participation

Si vous souhaitez intervenir, merci d'envoyer à l'adresse parentaliteslgbt@gmail.com une proposition d'environ une page [4000 signes maximum, espaces compris], au format Word, OpenOffice ou pdf, [intitulée ParentalitésLGBT_Prénom_Nom_Titre de la communication] avant le **4 mai 2026**. Elle présentera un titre, le cadre théorique, la ou les question(s) de recherche, le matériau mobilisé, les principaux résultats et une courte bibliographie.

Comité d'organisation

Lucie Anselmi (Université Paris Dauphine-PSL, IRISSO)

Louise Déjeans (CERLIS et LIRTES)

Al Deverly (EHESS, CEMS)

Natacha Guay (Université Paris-Cité, CERLIS)

Margot Lenouvel (CRESPPA, Ined)

Gaëlle Meslay (Université Toulouse Jean Jaurès, Utopi)

Bibliographie

Alessandrin, A. (2025). *L'obsession trans*, La Vie des idées.

Amsellem-Mainguy, Y. (2006). « Prescrire et proscrire des conduites, véhiculer des normes : les mères comme actrices privilégiées de prévention en matière de sexualité et de contraception ». *Recherches familiales*, 3(1), 49–59.

Avanza, M., & Della Sudda, M. (2017). « Ripostes catholiques » : recherches contemporaines sur les mobilisations conservatrices autour de questions sexuelles. *Genre, sexualité & société*, 18.

Balas, M., & Tricou, J. (2019). « Nous, maintenant, on veut poursuivre cette occupation de la rue » : les catholiques attestataires entre contre-culture, mission et défense patrimoniale. *Social Compass*, 66(1), 62–74.

Bauer G. (2016). « Gender Roles, Comparative Advantages and the Life Course: The Division of Domestic Labor in Same-Sex and Different-Sex Couples ». *European Journal of Population*, 32(1), 99-128.

Beaubatie, E. (2017). « Transfuges de sexe. Genre, santé et sexualité dans les parcours d'hommes et de femmes trans' en France ». [Thèse de doctorat en sociologie, EHESS]

Béliard, A., & Eideliman, J.-S. (2008). « Au-delà de la déontologie : anonymat et confidentialité dans le travail ethnographique ». Dans A. Bensa & D. Fassin (dir.), *Les politiques de l'enquête* (pp. 123–141). Paris : La Découverte.

Béliard, A., Gramain, A., & Weber, F. (2024). « Les discordances d'enquête : circuler dans l'entourage de personnes suivies pour une maladie d'Alzheimer ». *Revue des politiques sociales et familiales*, 152(3), 41–60.

Béraud, C., & Portier, P. (2015). *Métamorphoses catholiques. Acteurs, enjeux et mobilisations depuis le mariage pour tous*. Paris : Maison des sciences de l'homme.

Bessière C. & Gollac S. (2019), *Le genre du capital*, Paris : La Découverte.

Bondon, J. (2020). *Avec Maman, tout roule !* Paris : Éditions Les Routes de la soie.

Bonté, M. (2021). « Enquêter les personnes trans en géographie. Des méthodes participatives pour répondre aux enjeux de la surétude ? ». *Annales de géographie*, 742(6), 47–70.

Camara, T. (2025). « Des familles sur le fil ? Comment la migration postcoloniale (re)configure l'économie des affects et des relations dans des familles malo-françaises (1980-2023) ». [Thèse de doctorat en sociologie, Université de Poitiers]

Carayon, L. (2021). « Personnes trans et loi de bioéthique: histoire d'un silence ». *Actualité juridique Famille*, 10, 543.

Cardi, C. (2015). « Les habits neufs du familialisme : ordre social, ordre familial et ordre du genre dans les dispositifs de soutien à la parentalité ». *Mouvements*, 82(2), 11–19.

Cardi, C., Odier, L., Villani, M., & Vozari, A.-S. (2016). « Penser les maternités d'un point de vue féministe ». *Genre, sexualité & société*, 16.

Chauffaut, D., & Dauphin, S. (2012). « Normes de parentalités : production et réception [Revue de littérature] ». *Politiques sociales et familiales*, 108, 108–115.

Chbat, M., Pagé, G., Côté, I., & Blais, M. (2023). « La famille choisie toujours d'actualité ? Vers une diversification des formes de liens familiaux pour les minorités sexuelles et de genre au Québec ». *Genre, sexualité & société*, 29.

Chelini-Pont, B. (2022). « Le populisme chrétien, un phénomène transatlantique ». *Esprit*, 1, 177-189.

Chossière, F., Desvaux, P., Mahoudeau, A. (2021). « La recherche de trop? Configurations et enjeux de la surétude ». *Annales de géographie*, 742(6), 5–19.

Courduriès, J. & Fine, A., (dir.). (2014). *Homosexualité et parenté*, Paris : Armand Colin.

Court, M. (2019). « Pourquoi interviewer des enfants dans une enquête sur la socialisation primaire ? ». Dans S. Depoilly & S. Kakpo (dir.), *La différenciation sociale des enfants : enquêter sur et dans les familles* (pp. 193–215). Vincennes : Presses universitaires de Vincennes.

D'Amico, É., Julien, D., Tremblay, N. & Chartrand, É. (2012). « Réactions des parents à la suite du dévoilement de l'orientation sexuelle de leur enfant gai, lesbienne ou bisexuel ». *Nouvelles pratiques sociales*, 24(2), 120–139.

Déchaux, J.-H. (2011). « La famille à l'heure de l'individualisme ». *Revue Projet*, 322(3), 24–32.

Della Sudda, M. (2022). *Les nouvelles femmes de droite*. Marseille : Hors d'atteinte, coll. « Faits et idées ».

Descoutures, V. (2010). *Les mères lesbiennes*. Paris : Presses universitaires de France.

Diter, K. (2023). « La production de l'évidence hétérosexuelle chez les enfants ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, 249(4), 20-37.

Doé, M. (2019). « La maternité à l'épreuve de la cécité, expériences et pratiques ». *Revue française des affaires sociales*, 169-189.

Doé, M. (2025). « Des parents inaptes ? Être aveugle face aux professionnel(le)s de l'enfance ». *Délibérée*, 25(2), 41-46.

Frémont, C. (2018). « Mères lesbiennes en France: représentations du genre et pratiques de résistance à la domination ». [Thèse de doctorat en sociologie, Université de Normandie]

Frémont, C., & Prauthois, L. (2022). « Distinctions légales ou discriminations ? Les parents homosexuels et bisexuels face aux services publics hétéronormatifs en France ». *Gouvernement et action publique*, 11(1), 85-108.

Garbagnoli, S., & Prearo, M. (2017). *La croisade anti-genre. Du Vatican aux Manifs pour tous*. Paris : Éditions Textuel.

Giami, A. (2014). « Procréation et parentalité dans la population trans' ». Dans L. Héroult (dir.), *La parenté transgenre* (pp. 93-105). Aix-en-Provence : Presses universitaires de Provence.

Giraud, C. (2011). « Enquête sur les lieux de résidence des homosexuels masculins à Paris ». *Sociétés contemporaines*, 81, 151-176.

Giraud, C. (2016). « La vie homosexuelle à l'écart de la visibilité urbaine. Ethnographie d'une minorité sexuelle masculine dans la Drôme ». *Tracés. Revue de sciences humaines* 79-102.

Goldberg, A. E., Smith, J. Z., & Perry-Jenkins, M. (2012). The division of labor in lesbian, gay, and heterosexual new adoptive parents. *Journal of Marriage and Family*, 74(4), 812-828.

Gouilhers, S., Gardey, D., Albospeyre-Thibeau, R. (2023). « De la stérilisation imposée à la préservation de la fertilité des personnes trans: les médecins au travail ». *Travail, genre et sociétés*, 50, 61-78.

Gratton, E. (2008). *L'homoparentalité au masculin. Le désir d'enfant contre l'ordre social*. Paris : Presses universitaires de France.

Gross, M., (dir.) (2005). *Homoparentalités, état des lieux*, Paris : ERES.

Gross, M. (2011). « Homophobie à l'école Les stratégies des familles lesboparentales pour protéger leurs enfants ». *Dialogue*, 194(4), 21-34.

Gross, M., Courduriès, J., & De Federico, A. (2014). « Le recours à l'AMP dans les familles homoparentales : état des lieux. Résultats d'une enquête menée en 2012 ». *Socio-logos*, 9.

Gross, M. & Courduriès, J. (2014). « Logiques conjugales et liens de parenté dans les familles homoparentales ». *Cahiers critiques de thérapie familiale et de pratiques de réseaux*, 52(1), 71-89.

Gross, M. & Courduriès, J., (2015). « La construction conjugale dans les familles homoparentales. Une organisation financière communautaire ou indépendante ? ». *Revue des politiques sociales et familiales*, 120, 45-60.

Hérault, L., (dir.) (2014). *La parenté transgenre*. Aix-en-Provence : Presses universitaires de Provence.

Hérault, L. (2015a). « La gestion médicale de la parenté trans en France ». *Enfances Familles Générations. Revue interdisciplinaire sur la famille contemporaine*.

Hérault, L. (2015b). « Transparentalités contemporaines ». *Mouvements*, 82, 106–115.

Kuhar, R., & Paternotte, D. (dir.). (2017). *Anti-Gender Campaigns in Europe: Mobilizing against Equality*. Londres : Rowman & Littlefield International.

Lagrange, R.-M. (2023). *Se ressaisir : enquête autobiographique d'une transfuge de classe féministe*. Paris : La Découverte.

Lenouvel, M., & Malmanche, H. (2025). « Les solistes : responsabilité parentale, solitude statutaire et soutien relationnel dans l'expérience de la maternité solitaire ». *Ethnologie française*, 55(2), 29–45.

Mardon, A. (2009). « Les premières règles des jeunes filles : puberté et entrée dans l'adolescence ». *Sociétés contemporaines*, 75(3), 109–129.

Mardon, A. (2010). « Pour une analyse de la transition entre enfance et adolescence : regard parental sur la puberté et transformation des pratiques éducatives ». *Agora débats/jeunesses*, 54(1), 13–26.

Mesnil, M., Brunet, L. (2024). « Autoconservation de gamètes et accès à l'assistance médicale à la procréation pour les personnes trans: état des lieux juridique ». *Médecine de la Reproduction*, 26, 382–391.

Mesnil, M., Brunet, L., Ranisavljevic, N., Brouillet, S., Ducrocq, B., Reigner, A., Yazbeck, C., Oancea, V.-G., Metzler-Guillemain, C., Ohl, J. (2025). « Extension de l'Utilisation de Gamètes en IntraConjugal (EUGIC): quel usage des spermatozoïdes d'une femme trans ? ». *Gynécologie Obstétrique Fertilité & Sénologie*, 53, 20–24.

- Moore, M.-R. (2026) « Maternité lesbienne et discours sur la respectabilité ». *Genre, sexualité & société*, 34.
- Noukhkhal, N. (2024). « L'homonationalisme n'est-il que homo ? ». *Genre, sexualité & société*, 3.
- Prauthois, L. (2022). La reconnaissance de l'homoparentalité révèle sa fragilité lors des séparations de couples de parents de même sexe. *Informations sociales*, 207(3), 48–48.
- Prauthois, L. (2025). « Deux papas ou deux mamans : La reconnaissance ambivalente de l'homoparentalité par la justice française entre 2013 et 2021 ». [Thèse de doctorat en sociologie, Université Paris sciences et lettres]
- Puar, J.-K. (2013). « Homonationalisme et biopolitique ». *Cahiers du genre*, 54(1), 151–185.
- Raison du Cleuziou, Y. (2014). *Qui sont les cathos aujourd'hui ? Sociologie d'un monde divisé*. Paris : Desclée de Brouwer.
- Raison du Cleuziou, Y. (2019). *Une contre-révolution catholique. Aux origines de La Manif pour tous*. Paris : Seuil.
- Rault, W. (2009). *L'invention du PACS : pratiques et symboliques d'une nouvelle forme d'union*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Rault, W. (2016). « Les attitudes “gayfriendly” en France : entre appartenances sociales, trajectoires familiales et biographies sexuelles ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, 213(3), 38–65.
- Ravier, A. (2025). « Barriers to belonging: race and class in the spatial socialisation of gay men residing in French working-class neighbourhoods ». *French Politics*, 23, 544–570.
- Régnier-Loilier, A. (2007). « Conditions de passation et biais occasionnés par la présence d'un tiers sur les réponses obtenues à l'enquête Érfi ». *Économie et statistique*, 407, 27–50.
- Roca i Escoda, M. (2010). *La reconnaissance en chemin. L'institutionnalisation des couples homosexuels à Genève*. Zurich/Genève : Seismo.
- Roux, S., & Vozari, A.-S. (2020). *Familles : nouvelle génération*. Paris : Presses universitaires de France, coll. « La vie des idées ».
- Schlagdenhauffen, R. (2014). « Parler de sexualité en entretien. Comment rendre publics des propos privés ». *Hermès, La Revue*, 69(2), 34–38.
- Stambolis-Ruhstorfer, M. & Gross, M. (2021). « Qui lave le linge sale de la famille ? Les couples hétéroparentaux et homoparentaux face au travail domestique ». *Travail, genre et sociétés*, 46(2), 75-95.

Tarnovski, F. L. (2012). « Devenir père homosexuel en France : la construction sociale du désir d'enfant ». *Etnografica*, 16(2), 247–267.

Tartakowsky, D. (2014). *Les droites et la rue. Histoire d'une ambivalence, de 1880 à nos jours*. Paris : La Découverte.

Tissot, S. (2018). *Gayfriendly. Acceptation et contrôle de l'homosexualité à Paris et à New York*. Paris : Raisons d'Agir.

Van Bergen, D., Wilson, B., Russell, S., Gordon, A., & Rothblum, E. (2021). « Parental Responses to Coming out by Lesbian, Gay, Bisexual, Queer, Pansexual, or Two-Spirited People across Three Age Cohorts ». *Journal of Marriage and Family*, 83(4), 1116-1133.

Vörös, F. (2014). « Partager l'intimité des publics : genre, sexualité et complicité hégémonique dans une enquête en réception ». *Sciences de la société*, 92, 193-207.

Vozari, A.-S. (2012). « “Surveiller” pour “veiller sur” en Protection maternelle et infantile ». Dans Y. Knibiehler, F. Arena, & R.-M. Cid López (dir.), *La maternité à l'épreuve du genre* (pp. 109–116). Presses de l'EHESP.